

L'Angola vote pour ses premières élections en temps de paix

LUANDA (AFP) - L'Angola votait vendredi pour des législatives historiques, les premières depuis un scrutin avorté au coeur de la guerre civile en 1992, dont l'issue paraissait acquise au parti au pouvoir omniprésent pendant la campagne.



© AtlasVista
Le président de l'Angola Jose Eduardo dos Santos le 3 septembre 2008 en campagne électorale à Cauaco, banlieue de Luanda (© AFP/Archives - Francisco Leong)

Les rues de la tentaculaire capitale Luanda, habituellement congestionnées, étaient vides de tout trafic tôt vendredi.

Dans le quartier du palais présidentiel de Cidade Alta, où le chef de l'Etat José Eduardo Dos Santos a déposé son bulletin, quelques dizaines de personnes faisaient la queue devant les tentes blanches aménagées en bureau de vote.

Les agents électoraux, vêtus de T-shirts bleu et blancs, accueillaient les citoyens, à l'issue d'une campagne qualifiée de paisible par les 1.200 observateurs en dépit d'"incidents isolés" de violences.

Après avoir dénoncé l'utilisation massive des médias d'Etat par le parti au pouvoir depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise en 1975, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, marxiste), la mission de l'Union européenne a également qualifié de "désastre" l'organisation du scrutin.

Le quotidien Jornal de Angola, la télévision et la radio publiques ont consacré une couverture quotidienne aux activités du président, qui a multiplié les inaugurations liées à la reconstruction d'un pays dévasté par 27 années de guerre civile.

L'opposition a par ailleurs dénoncé l'utilisation d'argent public à des fins de campagne par le MPLA.

S'il loue la tenue des élections, qu'il qualifie de "victoire en soi", le leader de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita, opposition) Isaias Samakuva ne se berce d'ailleurs pas d'illusion. "Le résultat de cette élection ne sera pas équitable", a-t-il affirmé jeudi soir à l'AFP.

Ces législatives, les premières depuis le cessez-le-feu de 2002, ont valeur de test pour M. dos Santos, 66 ans dont 29 au pouvoir. L'élection présidentielle est annoncée pour l'année prochaine.

"Ces élections ont été retardées pendant trop longtemps", estimait vendredi Daniel Hiyelekwa, 58 ans, qui avait voté en 1992. "En six années de paix, il y a eu beaucoup de changements", selon lui. "Mais après les élections, nous allons passer à la vitesse supérieure pour développer le pays".

Les deux tiers des quelque 16 millions d'Angolais vivent en dessous du seuil de pauvreté dans ce pays riche en diamants, qui dispute au Nigeria la place de premier producteur de pétrole du continent et enregistre une croissance de plus de 20% en 2008.

Face à la paupérisation des bidonvilles et des zones rurales, le chef de l'Etat a laissé entrevoir pendant la campagne un remaniement ministériel "pour changer les politiques publiques qui n'ont pas fonctionné".

La principale inconnue réside dans le vote des immenses bidonvilles de Luanda, soulignent les analystes. De cinq à sept millions d'Angolais se sont réfugiés dans la capitale, épargnée par la guerre, dont 90% vivent dans une misère sordide côtoyant l'opulence de l'élite.

La participation des pauvres pourrait influencer la marge de manoeuvre du MPLA au Parlement, où une majorité des deux tiers est requise pour modifier la Constitution.

Jeudi, le Jornal de Angola avait exhorté les huit millions d'électeurs à exercer leur droit de vote et à en accepter le résultat: "Le monde a les yeux fixés sur l'Angola (...) L'Angola incarne l'espoir de réhabilitation politique et de démocratie sur notre continent" après les violences post-électorales au Kenya et au Zimbabwe.

En 1992, les rebelles de l'Unita avaient rejeté les résultats des élections, qui les donnaient perdants. Il a fallu la mort en 2002 de Jonas Savimbi, le chef du mouvement longtemps soutenu par l'Afrique du Sud de l'apartheid, pour que prenne fin le conflit. Plus de 500.000 personnes y ont perdu la vie.